



Le 13 octobre, manifestons contre l'austérité, pour l'augmentation des salaires et l'égalité femme-homme

Depuis le 1^{er} août, les tarifs de l'électricité ont augmenté de 10 %. Le prix de l'essence à la pompe frôle les 2 € le litre. Les prix à la consommation ont augmenté de 1 % en août 2023 contre +0,1 % en juillet (INSEE). L'UNEF prévoit une augmentation du coût de la vie étudiante de 6,47 % pour l'année 2023-2024. Les associations caritatives de plus en plus sollicitées n'arrivent plus à répondre aux besoins des démunis. Les Restos du Cœur ont ainsi annoncé avoir besoin de 35 millions d'euros supplémentaires pour terminer l'exercice 2023 à l'équilibre.

Avant l'été, Stanislas Guérini avait fait quelques annonces au bénéfice des agents publics : 1,5 % d'augmentation générale du point d'indice dès juillet

2023, l'attribution de 5 points d'indice à tous les agents à partir de janvier 2024 (soit environ 25 € de plus par mois par agent), une mesure spécifique qui sera mise en place pour les agents aux rémunérations inférieures ainsi qu'une prime de pouvoir d'achat allant jusqu'à 800 € bruts qui sera versée avant fin 2023 à l'ensemble des agents dont la rémunération est inférieure à 3 250 € bruts. Par ailleurs, depuis le 1^{er} septembre, le remboursement du forfait de transport collectif des agents passe à 75 % contre 50 % auparavant.

En cette rentrée universitaire, la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Sylvie Retailleau, déclare que « le budget de notre Ministère, même en augmentation, ne permettra pas de couvrir la totalité de ces mesures, ni en 2023 ni en 2024 ». (suite page suivante)

Le 13 octobre, manifestons contre l'austérité, pour l'augmentation des salaires et l'égalité femme-homme (suite)

Après avoir expliqué que 4 milliards € « dorment » dans les trésoreries des universités, dont 1 milliard non fléché, l'État annonce prendre en charge 50 % du montant ; pour le reste, les universités devront piocher dans leur fonds de roulement, alors même que la rénovation de leurs bâtiments est une urgence, et pas seulement en termes de rénovation thermique, et que le gel d'emplois vacants se poursuit.

À Sorbonne Université, nous ne sommes pourtant pas à plaindre. La présidente de l'université déclare elle-même au CSA que nous sommes une université « extrêmement riche ». Pourtant nos primes n'augmentent pas, des postes sont supprimés chaque année, et les budgets de fonctionnement sont aussi restreints.

Finalement, ces mesures nationales sont tellement indigestes qu'elles confinent à la provocation. La CGT FER Sup pointe dans ce communiqué leur très large insuffisance face à la perte de pouvoir d'achat calculée depuis 2000 à plus de 27 % dans la Fonction Publique, soit de 312 € à 1 747 € mensuels selon les grades.

Emmanuel Macron a reçu à Saint-Denis le mercredi 30 août tous les responsables de partis politiques représentés au Parlement. Il y a annoncé la tenue d'une conférence sociale sur les bas salaires. La CGT rappelle que la conférence sociale ne saurait se limiter aux « carrières et aux branches situées sous le salaire minimum », ni au seul secteur privé et énonce ses revendications :

- Augmenter le montant du SMIC à 2 000 € brut ;
- Indexer les salaires sur les prix ;
- Augmenter de manière automatique les minimas de branches, dès que le SMIC est revalorisé, suivi d'une ouverture immédiate de négociations salariales dans l'ensemble des branches ;
- Supprimer les exonérations de cotisations sociales aux entreprises qui favorisent les bas salaires et la précarité (temps partiels, CDD) ;
- Conditionner les aides publiques à un avis conforme du Comité Social et Économique, en matière de salaires, emplois et environnement.

Les mesures ponctuelles sont insuffisantes pour répondre à l'inflation et l'augmentation des coûts tels que l'énergie, l'alimentation, le logement... C'est d'une meilleure répartition des richesses dont nous avons besoin pour lutter contre les inégalités et engager une transition écologique socialement juste.

La CGT et l'ensemble des organisations syndicales appellent à une journée de mobilisation, de grève et de manifestation le vendredi 13 octobre 2023 contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme.

Élections CNU pour les enseignant-es chercheur-ses. Votez pour les listes soutenues par la CGT !

Les élections au Conseil national des Universités (CNU) ont lieu par correspondance du mardi 5 septembre jusqu'au vendredi 13 octobre 2023.

Tous les détails du scrutin sur notre site : <https://cgt.fercsup.net/les-dossiers/les-elections/elections-cnu/article/elections-cnu-2023>



Création du « Collège doctoral »

Un plan de restructuration de l'Institut de formation doctorale a été présenté dans différentes instances.

L'objectif affiché est de mutualiser les ressources, de créer une structure avec une visibilité et un rayonnement en interne et au-delà, et de favoriser le dialogue entre tous les personnels. Cela s'appuie par ailleurs sur l'arrêté ministériel du 25/05/2016, modifié par l'arrêté ministériel du 26/08/2022.

Une première proposition de restructuration a été présentée, le 13 juin 2022, qui a rencontré une franche opposition au niveau des gestionnaires en charge des écoles doctorales. En effet, cette proposition a été faite sans consultation, sans connaissance approfondie des fonctions des gestionnaires et sans considération du travail effectué jusqu'alors.

Le recours à un cabinet conseil, pour un coût de 30 000 €, n'a fait qu'attiser l'exaspération. De ce fait, un signalement a été déposé le 4 juillet 2022, par 19 gestionnaires d'écoles doctorales, sciences et lettres.

Faisant suite à ce signalement, l'ensemble des personnels concernés a été reçu en entretien par les ressources humaines de SU. Du fait d'un manque évident de personnel dédié aux signalements RPS au sein du service RH, aucun retour n'a été fait avant le 12 juin 2023. De ce fait, l'inquiétude soulevée lors des différents échanges avec la direction du collège ainsi qu'avec le service RH, d'un grand nombre de départs de collègues qualifiés, se confirme. Au vu du manque de clarté du projet présenté jusqu'alors, la direction du collège n'a pas réussi à convaincre l'ensemble de son personnel.

Il est à espérer que ce modèle ne se retrouve pas déployé sur l'ensemble de SU dans le cadre des restructurations.

Arc-en-Ciel : une première victoire de 31 000 €!



Entre novembre 2021 et janvier 2022, plusieurs chefs d'équipe d'Arc-en-Ciel avaient été licenciés. Il s'agissait clairement d'une répression suite à la grande grève de septembre 2021, dans laquelle ces agents avaient soutenu leurs équipes et participé à la grève. Nous avons accompagné ces collègues auprès des prud'hommes pour obtenir réparation.

L'une des affaires vient d'être jugée, voici le délibéré :

Le Conseil de prud'hommes dit que le licenciement de Monsieur XX est dépourvu de cause réelle et sérieuse.

Condamne la société ARC EN CIEL ENVIRONNEMENT, prise en la personne de son représentant légal à verser à Monsieur XX les sommes suivantes :

- 19 822,51 € au titre de l'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse,
- 3 775,72 € au titre de l'indemnité compensatrice de préavis et 377,57 € au titre des congés payés afférents
- 5 768,46 € au titre de l'indemnité de licenciement
- 1 300 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Les gestionnaires sont sous l'eau, le CNRS les torpille avec Notilus

Mission impossible : depuis le 10 juillet, partir en mission sur crédits CNRS est devenu un véritable cauchemar. Les personnels sont « empêchés » de partir en mission : réserver des billets et des nuitées est, pour certains, impossible. Les collègues sont ainsi obligés d'annuler leur participation à des colloques, à des collaborations, etc.



Certains font le choix de partir tout de même, sans ordre de mission (attention à ne pas tomber malade !), se retrouvent refoulés à l'aéroport car ils n'ont pas de billet réservé ou alors payent tout de leur poche en espérant un remboursement ultérieur. Des collègues ont déjà plus de 5 000 € de remboursement en attente... Les collègues gestionnaires, des laboratoires aux services des délégations, sont harcelés, maltraités, étant en première ligne pour récolter les mécontentements des missionnaires. Ils sont submergés par le travail. Pourquoi ? La simplification administrative, pardi !

Le tout nouveau, tout beau logiciel du CNRS, Notilus, fer de lance de la dématérialisation est testé en direct et sans filet par ses agents, en premier lieu les gestionnaires, qui sont en sous-effectif quasi permanent. La direction du CNRS, interpellée à la rentrée par les syndicats et les directions de laboratoires submergés par les burnouts, poursuit sa mise en place et nie l'ampleur du désastre, arguant que les problèmes sont corrigés. Et pourtant, encore aujourd'hui, on peut voir des bugs d'informaticien débutant tels que des mélanges de format de dates anglais/français, des missions prévues pour le siècle dernier, des calculs d'indemnités incluant des milliers de repas pour une mission de 3 jours.

Le plus fort, c'est que chaque mission sur Notilus coûte 3 euros... et leur annulation aussi ! Autant dire que l'éditeur de Notilus a bien compris l'intérêt de ne pas corriger ces bugs trop vite...

Si vous aussi vous souffrez de cette situation ou voyez des collègues en détresse, n'hésitez pas : signalez un risque Santé et Sécurité (physique ou mentale) au Travail en écrivant à dprp@sorbonne-universite.fr et DR02-Liste.membresCRHSCT@dr2.cnrs.fr ou contactez vos représentants de la FERC-SUP CGT ou du SNTRS-CGT.



Macron privatise le Muséum et réprime celles et ceux qui contestent sa politique

Le 21 septembre à 12 heures, des salarié-es et des étudiant-es du Muséum National d'Histoire Naturelle et de Sorbonne Université se sont rassemblé-es place Jussieu.

Les participant-es entendaient protester contre la fermeture du Jardin des Plantes et de plusieurs sites du Muséum réquisitionnés de manière autoritaire pour

accueillir une visite du roi d'Angleterre Charles III et du Président Macron. L'établissement était interdit d'accès au grand public, aux scolaires, aux visiteuses et visiteurs scientifiques, aux étudiant-es et aux salarié-es du Muséum. Cette visite royale intervenait le jour anniversaire de l'abolition de la monarchie, tout un symbole ! (suite page 5)

Macron privatise le Muséum et réprime celles et ceux qui contestent sa politique (suite)

Le rassemblement, organisé à l'entrée de l'université voisine, place Jussieu, était revendicatif et pacifique. Il ne causait aucune perturbation de la circulation. Mais dès les premières minutes, les participant.es ont été nassé-es par un nombre conséquent de gendarmes et de policiers, dépêchés sur place pour réprimer le rassemblement et empêcher toute expression. Des participant.es ont été bousculé.es et jeté.es au sol. Beaucoup ont subi un contrôle d'identité et une verbalisation assortie d'une amende de 135 euros pour « manifestation illégale ». Une camarade a été interpellée, puis libérée à 20h30 et sera convoquée devant la justice.

Nous demandons au Président du Muséum et au Président de Sorbonne Université de prendre position en soutien de leurs agents au nom de la liberté d'expression et de la liberté du monde universitaire.

Alors que Macron invite son copain le roi à dîner à Versailles aux frais de la République, la Préfecture de Police colle des amendes prohibitives à des étudiant.es et des jeunes salarié.es précaires qui n'ont eu d'autre tort que de vouloir s'exprimer.

Quand la direction de l'université découvre la mauvaise Qualité de Vie au Travail !

Les représentants CGT SU étaient présents le 15 septembre, lors de la restitution du rapport « Qualité de Vie au Travail » (QVT) remis en juin 2023 à la présidente de SU. Pour la présidente de SU, ce rapport est une base pour l'insérer comme un des axes prioritaires dans le projet d'établissement 2024, et identifier les actions à mener. Et il y aurait un « minimum de budget associé ». But de la mission : « redonner confiance » ; apporter du « positif pour soi et le collectif ». Nous étions invités à parler « franchement ». À la CGT, on parle déjà franchement dans toutes les instances où nous avons des élus !

L'ancienne DRH de SU qui a mis en place la fusion était missionnée sur l'année universitaire 2022-2023 pour effectuer ce travail. Elle a présenté le topo basé sur les retours de 138 agents (nb : sur les 10 000 agents travaillant à SU) et leurs propositions : « Ils sont super contents d'être à SU ». La présentation cite une évaluation de l'état des services publics qui place l'université en grande difficulté, juste derrière l'hôpital, reconnaissant qu'à SU, « 15 % des structures dysfonctionnent d'après les chiffres de la médecine du travail » et 70 % qui dysfonctionnent ponctuellement. Le manque de personnels et la surcharge de travail sont manifestes. Plus intéressant, la direction reconnaît qu'il y a une « suradministration » à SU et qu'il y a là, « matière à progresser surtout en RH et finances ». (suite page 6)



Quand la direction de l'université découvre la mauvaise Qualité de Vie au Travail ! (suite)

La chargée de mission finit en opposant doctement 2 types de logiques de travail difficiles à imbriquer : la partie « traditionnelle », qui demande aux agents et aux services d'assurer la continuité du service public ; et celle, plus ou moins nouvelle, de travailler davantage en « mode projet ».

Après la présentation, la présidente lance le « share » [partage] pour « porter quelque chose en commun ». Alors ça a « sharé » sec : des signalements RPS non traités, du retard dans l'agenda social (réponse claire : retard dû à des équipes en sous-effectifs et aux successions ininterrompues de réformes), l'inextricable complication administrative. Et des idées fusent et le papotage s'engage, sans aucun intérêt : la création d'un annuaire « trombinoscopique », comment traiter les nombreux mails, etc., sans oublier le concours d'anecdotes plus ou moins palpitantes « quand j'ouvre mon parapheur, le nombre de signatures avant la mienne est surréaliste ». Un bon quart d'heure est perdu avec ces fadaïses. La DGSA (directrice adjointe) tente de recadrer un peu les débats : il faut refixer des priorités, et des calendriers, dont le projet Pégase.

Deux grands mots ont été employés à tours de bras durant cette présentation : **Simplification et transparence !**

Sur la transparence, le meilleur exemple reste la gestion calamiteuse du passage de l'université au RIFSEEP et sa mise en place dans une opacité quasi totale. Très « amusant » de lire dans le document, à propos de la future renégociation de l'IFSE, « vérifier la cohérence et la mise à Jour des cotations de 2019 ». Nous avons rappelé qu'en dépit de nombreuses demandes, ce document ne nous avait jamais été présenté. La chargée de mission, qui était la DRH de l'université en 2019, a tenté de réitérer le « mensonge originel » rappelant que le document avait été présenté au CA ; aussitôt contrecarré par plusieurs voix insistant sur le fait que ce document n'existe pas. L'ex DRH n'a pas souhaité en rajouter.

Sur la simplification, nous avons rappelé que c'est l'organisation même de SU qui implique cette multiplication des couches administratives, cette multiplication des chefs, sur-chefs, sous-chefs, directeurs de tout et n'importe quoi... Une organisation aberrante provoquant une incontestable dissolution des responsabilités. Et que l'ex DRH s'était montrée une dirigeante particulièrement zélée et verticale dans sa manière de gouverner et d'organiser. En clair, elle promet dans son rapport exactement l'inverse de ce qu'elle a fait durant 4 ans à la tête de l'université.

Face à la désorganisation de SU, la Présidente choisit d'assumer son rôle de « grand chef », évoque le « bordel ambiant » et promet de tout faire pour générer, enfin, un cadre général auquel devront se plier les sous-structures. Bon courage Madame la Présidente, pour faire accepter un cadre de travail commun aux trois facultés de cultures si différentes.

Ce rapport n'est pas anodin. S'il comporte essentiellement des concepts et des bons sentiments, il révèle aussi quelques propositions assez douteuses, voire dangereuses. Par exemple la « mise en place d'un CIA » (donc une prime individualisée qui mettra encore plus de pression sur les personnels), « permettre le télétravail sans limite de durée hebdomadaire autre que la nécessité de service » (l'université compte-elle contourner la loi en bafouant l'accord-cadre ministériel qui fixe la durée du télétravail à 3 jours maximum ?), ou encore « diversifier les possibilités d'instruction des signalements par des prestataires » (donc développer encore la sous-traitance, dont nous connaissons pourtant tous les dangers). Contractualisation et externalisation, sous prétexte d'efficacité et « d'agilité », encore et toujours. Même en souriant, ça ne passe pas.

Y avait-il besoin d'une mission pour établir que la Qualité de Vie au Travail n'existe pas à SU alors que nos représentants au CHSCT et maintenant F3SCT ne cessent de mettre en évidence au travers des signalements au RSST la dégradation des conditions de travail au quotidien de l'ensemble des collègues ?

Compte-rendu complet disponible sur <https://cgt.fercsup.net/syndicats/ile-de-france/sorbonne-universite>

Mobilisation réussie à l'Institut Henri Poincaré La ministre obligée d'écouter nos revendications



Mercredi 27 septembre, à l'occasion de l'inauguration du musée des mathématiques à l'Institut Henri Poincaré (sous tutelle de Sorbonne Université et du CNRS), une soixantaine d'étudiant-es et de personnels se sont rassemblés devant l'IHP à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, SUD, FO ESR, Solidaires étudiant-es, l'Alternative étudiante, le collectif des doctorant-es mobilisé-es de SU.

Nous nous sommes fait bruyamment entendre durant près de 3h sous les fenêtres de l'amphi Perrin où les « officiels » faisaient leur discours. Nos revendications portaient sur 2 points :

Tout d'abord dénoncer la politique actuelle du gouvernement au sujet de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Nous nous opposons clairement au discours de Macron et de la ministre qui veulent faire croire que l'Université est « trop riche » et ne forme pas correctement les étudiant-es. Nous refusons la vision purement utilitariste au service des entreprises et du privé, qui aboutirait à la fermeture de certaines filières, et à l'augmentation des frais d'inscription payés par les étudiant-es. Les manifestants ont à juste titre dénoncé la précarité étudiante, l'augmentation des coûts d'études, les problèmes de logement à Paris, les difficultés à se nourrir, ... Au contraire, nous défendons un service public de l'éducation et de la recherche. Nous avons en particulier dénoncé le fait qu'en cette rentrée, le ministère ne finance que la moitié des « mesures RH 2023-2024 » (augmentation ridicule du point d'indice de 1,5 %, prime spéciale inflation de 300 à 800 €) et demande aux universités de puiser dans leurs fonds propres (fonds de roulement, trésorerie propre) pour en financer la moitié, soit 1 milliard d'euros ponctionnés aux universités. D'où notre slogan dénonçant ce racket et adressé directement à la ministre de l'ESR Sylvie Retailleau : « Sylvie rend le milliard » !

Ensuite, exiger un véritable financement pérenne des activités du Musée des maths et des créations de postes statutaires pour le faire fonctionner. Cette ouverture s'est faite pour l'instant sur les fonds propres de SU et du CNRS (avec des financements privés et des donations publiques) avec une seule embauche en CDD et une succession de stagiaires. Il n'y a actuellement qu'un seul poste programmé pour son exploitation. Le musée est censé « s'autofinancer » avec la billetterie, la vente de produits et la location d'espaces événementiels à des sociétés privées. Nous sommes très inquiets sur l'avenir de ce musée : en cas de déficit, les fonds pour renflouer le musée risquent d'être pris sur les budgets de SU et du CNRS, déjà exsangues, au détriment de nos missions d'enseignement et de recherche publiques.

Notre action a été très visible et entendue. Initialement Macron devait venir. Puis finalement c'était 4 ministres, dont celle de l'ESR et Gabriel Attal, ministre de l'éducation nationale. Finalement Gabriel Attal a décliné l'invitation, craignant sûrement que la présence des personnels mobilisés ne colle pas avec sa communication de rentrée. (suite page 8)

Mobilisation réussie à l'Institut Henri Poincaré (suite)

Notre présence a également perturbé le programme prévu : alors que l'inauguration officielle et le « coupage de ruban » devait se faire publiquement dans la cour, l'aréopage autour de la ministre s'est retrouvé à couper le ruban en catimini à l'arrière du bâtiment !

Il n'y a eu aucune annonce significative lors du discours de la ministre. Sa seule annonce a été un financement fléché d'un programme de 50 millions d'euros sur « les mathématiques et l'environnement ». C'est totalement insuffisant et cet énième appel à projet risque simplement d'être un transfert de recherche d'un domaine vers un autre. Il n'y a aucun moyen pour répondre par exemple à la crise réelle de la formation en mathématique qui aboutit au fait que ces dernières années, ce sont plusieurs milliers de professeurs de maths qui manquent dans les collèges et les lycées.



Enfin, la ministre n'a pas pu éviter de devoir nous écouter. Après nous avoir envoyé une conseillère de son cabinet « blablater » et surtout nous demander de « bouger » pour être moins visible et arrêter de faire du bruit pendant les discours, la ministre a reçu pendant près d'une heure une délégation des manifestants. Bien évidemment aucune réponse sérieuse, la ministre se contentant de répéter que nous avions mal compris, que les universités n'allaient pas payer, tout en reconnaissant que des montages complexes allaient obliger les universités à financer une partie des mesures de rentrée. Elle entend les revendications des étudiants mais aucune mesure concrète à part les quelques miettes déjà annoncées. Bref, c'était surtout du grand brassage de vent !

Cette mobilisation réussie en appelle d'autres pour faire entendre nos revendications.

TU EN AS ASSEZ DE LA PRÉCARITÉ ! TU VEUX FAIRE VALOIR TES DROITS !

ALORS, SYNDIQUE-TOI ! À LA CGT, IL Y A UNE PLACE POUR CHACUNE ET CHACUN.

UNIS, ON EST PLUS FORTS !

J'ADHÈRE À LA CGT

Nom.....
Prénom.....
Faculté.....
Mail.....

Date et signature

Je me syndique !

Les organisations syndicales ont démontré à quel point elles étaient utiles en mobilisant contre la réforme des retraites. Plusieurs dizaines de milliers de salarié.es, souvent jeunes, ont décidé depuis janvier de rejoindre un syndicat. Pourquoi pas toi ?

En étant organisés, plutôt que de tâtonner, de manquer d'information sur ce qui se fait ailleurs, on se donne au contraire confiance les uns les autres, on s'entraide, on croise nos points de vue.

Tout le monde peut se syndiquer à la CGT : BIATSS, enseignant-es chercheur-es, doctorant-es, vacataires, personnels de l'université mais aussi du CNRS, de l'Inserm, de l'Inria, personnels fonctionnaires et contractuel-les etc.

Cette pluralité, c'est ce qui fait notre force.